

CASON
YX 71
- CSS

Government
Publications



OFFICE CONSOLIDATION

CODIFICATION ADMINISTRATIVE

Energy Efficiency Act

Loi sur le rendement énergétique

Revised Statutes of Ontario, 1990
Chapter E.17

Lois refondues de l'Ontario de 1990
Chapitre E.17

and the following Regulation (as amended):

et le règlement suivant (tel qu'il est modifié) :

Standards (O. Reg. 480/91)



July 15, 1993

15 juillet 1993

©Printed by the Queen's Printer for Ontario

©Imprimé par l'Imprimeur de la Reine pour l'Ontario



ISBN 0-7778-0434-4

CONTENTS / SOMMAIRE

	Page
Energy Efficiency Act/Loi sur le rendement énergétique	1
Regulation/Règlement Standards	R1.1

NOTICE

This office consolidation is prepared for purposes of convenience only. The authoritative text is set out in the official volumes.

The Regulation in this consolidation was made in English only. No French version is available.

AVIS

La présente codification administrative ne vise qu'à faciliter la consultation. Le texte authentique se trouve dans les volumes officiels.

Le règlement contenu dans la présente codification n'a été pris qu'en anglais. Il n'en existe pas de version française.

Copies of this and other Ontario Government publications are available from Publications Ontario at 880 Bay St., Toronto. Out-of-town customers may write to Publications Ontario, 50 Grosvenor St., Toronto M7A 1N8. Telephone (416) 326-5300 or toll-free in Ontario 1-800-668-9938. Fax (416) 326-5317. The hearing impaired may call: (416) 325-3408 or toll-free in Ontario 1-800-268-7095. MasterCard and Visa are accepted. Cheques and money orders should be made payable to the Minister of Finance. Prepayment is required.

On peut se procurer des exemplaires du présent document ainsi que d'autres publications du gouvernement de l'Ontario à Publications Ontario, 880, rue Bay, Toronto. Les personnes de l'extérieur peuvent écrire à Publications Ontario, 50, rue Grosvenor, Toronto (Ontario) M7A 1N8 (téléphone : (416) 326-5300 ou, en Ontario, 1-800-668-9938 sans frais d'interurbain). Télécopieur : (416) 326-5317. Les malentendants peuvent composer le (416) 325-3408 ou, sans frais en Ontario, le 1-800-268-7095. Les cartes de crédit MasterCard et Visa sont acceptées. Faire le chèque ou le mandat à l'ordre du ministre des Finances. Paiement exigé d'avance.

CHAPTER E.17

Energy Efficiency Act

(NOTE: By Order in Council made February 3, 1993, the powers and duties of the Minister were transferred to the Minister of Environment and Energy.)

Definitions

1. In this Act,

“Deputy Minister” means the Deputy Minister of Energy; (“sous-ministre”)

“prescribed” means prescribed by the regulations; (“prescrit”)

“regulations” means regulations made under this Act. (“règlements”) 1988, c. 32, s. 1.

Application

2. This Act applies to the following appliances and products:

1. Central air conditioners.
2. Clothes dryers.
3. Clothes washers.
4. Dishwashers.
5. Freezers.
6. Furnaces.
7. Heat pumps.
8. Ovens.
9. Ranges.
10. Refrigerators.
11. Room air conditioners.
12. Pool heaters.
13. Water heaters.
14. Prescribed appliances and products. 1988, c. 32, s. 2.

Appliances and products, efficiency standards

3.—(1) No person shall offer for sale, sell or lease an appliance or product to which this Act applies unless,

- (a) the appliance or product meets the prescribed efficiency standard with respect to the appliance or product; and
- (b) a prescribed label that sets out the efficiency standard of the appliance or product is affixed to the appliance or product.

Labels

(2) No person shall affix a prescribed label to an appliance or product to which this Act applies unless the appliance or product meets the prescribed efficiency standard with respect to the appliance or product.

Application of subs. (1)

- (3) Subsection (1) does not apply to,
 - (a) an appliance or product that is manufactured on or before a prescribed

CHAPITRE E.17

Loi sur le rendement énergétique

(REMARQUE: Les attributions du ministre ont été transférées au ministre de l'Environnement et de l'Énergie par décret pris le 3 février 1993.)

Définitions

1 Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente loi.

«prescrit» Prescrit par les règlements. («prescribed»)

«règlements» Les règlements pris en application de la présente loi. («regulations»)

«sous-ministre» Le sous-ministre de l'Énergie. («Deputy Minister») 1988, chap. 32, art. 1.

2 La présente loi s'applique aux appareils ménagers et produits suivants :

Champ d'application

1. Climatiseurs centraux.
2. Sécheuses à linge.
3. Machines à laver.
4. Lave-vaisselle.
5. Congélateurs.
6. Chaudières de chauffage central.
7. Pompes à chaleur.
8. Fours.
9. Cuisinières.
10. Réfrigérateurs.
11. Climatiseurs d'appartement.
12. Échangeurs de chaleur pour piscine.
13. Chauffe-eau.
14. Appareils ménagers et produits prescrits. 1988, chap. 32, art. 2.

3 (1) Nul ne doit mettre en vente, vendre ni louer un appareil ménager ou un produit auquel s'applique la présente loi si :

Normes de rendement : produits et appareils ménagers

- a) l'appareil ménager ou le produit ne répond pas aux normes de rendement prescrites à son égard;
- b) aucune étiquette prescrite indiquant les normes de rendement de l'appareil ménager ou du produit n'est apposée sur celui-ci.

(2) Nul ne doit apposer une étiquette prescrite sur un appareil ménager ou un produit auquel s'applique la présente loi si cet appareil ménager ou ce produit ne répond pas aux normes de rendement prescrites à son égard.

Étiquettes

(3) Le paragraphe (1) ne s'applique pas :

Application du par. (1)

- a) aux appareils ménagers ou produits fabriqués au plus tard à une date pres-

date and that is sold or leased on or before a prescribed date; or

- (b) a person who is not in the business of offering for sale, selling or leasing appliances or products to which this Act applies. 1988, c. 32, s. 3.

Inspectors

4.—(1) The Deputy Minister may designate in writing any person as an inspector for the purposes of this Act.

Powers

(2) For the purposes of this Act and the regulations, an inspector designated under subsection (1),

- (a) at any reasonable time, may enter any place where an appliance or product to which this Act applies is manufactured, offered for sale, sold or leased;
- (b) may request the production for inspection of documents or things that may be relevant to the carrying out of an inspection or test on an appliance or product to which this Act applies;
- (c) upon giving a receipt therefor, may remove from a place documents or things produced pursuant to a request under clause (b) for the purpose of making copies or extracts and shall promptly return them to the person who produced them;
- (d) may inspect and test any appliance or product to which this Act applies to ensure that the appliance or product complies with this Act and the regulations; and
- (e) may require any person to co-operate in and assist with an inspection or test.

Entry of dwelling

(3) A person shall not exercise a power of entry conferred by this Act to enter the dwelling of a person who is not in the business of manufacturing, offering for sale, selling or leasing appliances or products to which this Act applies.

Idem

(4) A person shall not exercise a power of entry conferred by this Act to enter a place that is being used as a dwelling without the consent of the occupier except under the authority of a warrant issued under this section.

Warrant for search

(5) Where a justice of the peace is satisfied on evidence upon oath that there are in a place documents or things that there is reasonable ground to believe will afford evi-

crite et vendus ou loués au plus tard à une date prescrite;

- b) aux personnes qui n'exercent pas des activités de mise en vente, de vente ou de location d'appareils ménagers ou de produits auxquels s'applique la présente loi. 1988, chap. 32, art. 3.

Inspecteurs

4 (1) Le sous-ministre peut désigner quiconque par écrit comme inspecteur pour l'application de la présente loi.

Pouvoirs

(2) Pour l'application de la présente loi et des règlements, l'inspecteur désigné aux termes du paragraphe (1) peut :

- a) pénétrer, à toute heure raisonnable, dans un endroit où est fabriqué, mis en vente, vendu ou loué un appareil ménager ou un produit auquel s'applique la présente loi;
- b) demander la production, à des fins d'inspection, de documents ou d'objets qui peuvent être pertinents à la conduite de l'inspection d'un appareil ménager ou d'un produit auquel s'applique la présente loi ou des tests auxquels il est soumis;
- c) après avoir donné un récépissé à cet effet, enlever de quelque endroit où ils se trouvent les documents ou les objets produits conformément à la demande formulée en vertu de l'alinéa b) afin d'en tirer des copies ou des extraits, après quoi ils sont promptement retournés à la personne qui les a produits;
- d) inspecter un appareil ménager ou un produit auquel s'applique la présente loi et le soumettre à des tests en vue de vérifier s'il est conforme à la présente loi et aux règlements;
- e) exiger qu'une personne collabore et apporte son aide lors de l'inspection ou des tests.

Accès à un logement

(3) Nul ne doit exercer le pouvoir de pénétrer dans des locaux accordé par la présente loi pour pénétrer dans le logement d'une personne qui n'exerce pas des activités de fabrication, de mise en vente, de vente ni de location d'appareils ménagers ou de produits auxquels s'applique la présente loi.

Idem

(4) Nul ne doit exercer le pouvoir de pénétrer dans des locaux accordé par la présente loi pour pénétrer dans un endroit qui sert de logement sans le consentement de l'occupant, sauf en vertu d'un mandat décerné aux termes du présent article.

Mandat de perquisition

(5) Le juge de paix qui est convaincu, sur la foi de témoignages recueillis sous serment, qu'il se trouve dans un endroit des documents ou des choses dont on a des motifs rai-

dence relevant to the carrying out of an inspection or test under this Act, the justice of the peace may issue a warrant in the prescribed form authorizing the person named in the warrant to search the place for any such documents or things and to remove them for the purposes of making copies or extracts and they shall be returned promptly to the place from which they were removed.

Warrant for entry

(6) Where a justice of the peace is satisfied on evidence upon oath that there is reasonable ground to believe it is necessary that a place being used as a dwelling or to which entry has been denied be entered so that an inspector may carry out an inspection or test under this Act, the justice of the peace may issue a warrant in the prescribed form authorizing such entry by the person named in the warrant.

Execution and expiry of warrant

(7) A warrant issued under this section,

- (a) shall specify the hours and days during which it may be executed; and
- (b) shall name a date on which it expires, which date shall not be later than fifteen days after its issue.

Obstruction

(8) No person shall hinder, obstruct or interfere with or impede an inspector,

- (a) who is exercising a power under subsection (2); or
- (b) who is executing a warrant.

Idem

(9) Subsection (8) is not contravened where a person refuses to produce documents or things, unless a warrant has been issued under subsection (5).

False information, etc.

(10) Where information is required to be furnished or a document is required to be provided or produced under this Act or the regulations, no person furnishing such information or providing or producing such document shall furnish false information or provide or produce a false document.

Admissibility of copies

(11) Copies of, or extracts from, documents and things removed from premises under this Act and certified by the person who made the copies as being true copies of, or extracts from, the originals are admissible in evidence to the same extent as, and have the same evidentiary value as, the documents or things of which they are copies or extracts.

Idem

(12) No document or thing or copy thereof or extract therefrom in the possession of an inspector shall be introduced in evidence in any proceeding under this Act unless the owner of the document or thing is

sonnables de croire qu'ils fourniront des preuves pertinentes à la conduite de l'inspection ou des tests effectués aux termes de la présente loi peut décerner un mandat de perquisition rédigé selon la formule prescrite. Le mandat autorise la personne qui y est nommée à perquisitionner à cet endroit et d'en enlever les pièces précitées pour en tirer des copies ou des extraits, après quoi elles sont promptement retournées à l'endroit d'où elles proviennent.

(6) Le juge de paix qui est convaincu, sur la foi de témoignages recueillis sous serment, qu'il existe des motifs raisonnables de croire qu'il est nécessaire qu'un inspecteur pénètre dans un endroit qui sert de logement ou dont l'accès a été refusé afin que cet inspecteur puisse y effectuer une inspection ou des tests aux termes de la présente loi, peut décerner un mandat rédigé selon la formule prescrite, autorisant la personne qui y est nommée à pénétrer dans cet endroit.

Mandat pour pénétrer dans un endroit

(7) Le mandat décerné aux termes du présent article :

Exécution et caducité du mandat

- a) précise les jours et les heures pendant lesquels il peut être exécuté;
- b) porte une date de caducité qui ne peut être postérieure à quinze jours après sa délivrance.

(8) Nul ne doit entraver ni gêner un inspecteur :

Interdiction d'entraver l'inspecteur

- a) qui exerce un pouvoir que lui confère le paragraphe (2);
- b) qui exécute un mandat.

(9) Sauf si un mandat a été décerné aux termes du paragraphe (5), la personne qui refuse de produire des documents ou des choses ne contrevient pas au paragraphe (8).

Idem

(10) Nul ne doit fournir de faux renseignements ni fournir ou produire un faux document si ces renseignements ou ce document sont exigés aux termes de la présente loi ou des règlements.

Faux renseignements, etc.

(11) Les copies ou extraits qu'une personne a tirés des documents et des choses qui ont été enlevés d'un endroit aux termes de la présente loi et que cette personne certifie être conformes aux originaux, sont admissibles en preuve dans la même mesure et ont la même valeur probante que les documents ou les choses dont ils sont tirés.

Admissibilité des copies

(12) Les documents, les choses ou les copies ou extraits des documents ou des choses que l'inspecteur a en sa possession ne doivent pas être produits en preuve lors d'une instance tenue en vertu de la présente loi sans que le propriétaire des documents ou

Idem

first given notice of the intent to introduce it into evidence. 1988, c. 32, s. 4.

Penalty

5.—(1) Every person who contravenes any provision of this Act or the regulations is guilty of an offence and on conviction is liable to a fine of not more than \$10,000 or, if the person is a body corporate, to a fine of not more than \$25,000.

Idem

(2) Where a body corporate contravenes any provision of this Act or the regulations, every director or officer of the body corporate who authorizes, permits or acquiesces in the contravention is a party to and guilty of an offence and on conviction is liable to the penalty provided for the offence whether or not the body corporate has been prosecuted or convicted. 1988, c. 32, s. 5.

Regulations

6.—(1) The Lieutenant Governor in Council may make regulations,

- (a) prescribing appliances and products to which this Act applies in addition to those appliances and products set out in section 2;
- (b) respecting any matter referred to as prescribed by the regulations;
- (c) regulating the installation, testing, maintenance and repair of appliances and products to which this Act applies;
- (d) designating persons or organizations to test appliances and products to which this Act applies;
- (e) providing for the placing of a prescribed label on appliances and products that conform to the prescribed standards;
- (f) prescribing the contents of labels that may be placed on appliances and products to which this Act applies;
- (g) prescribing fees to be paid to designated persons or organizations for the testing or labeling of appliances and products and prescribing by whom the fees shall be paid;
- (h) prescribing forms and providing for their use;
- (i) providing for information to be reported by persons who manufacture, offer for sale, sell or lease appliances or products to which this Act applies

des objets en question ne soit d'abord avisé de l'intention de les produire en preuve. 1988, chap. 32, art. 4.

Peine

5 (1) Quiconque contrevient à une disposition de la présente loi ou des règlements est coupable d'une infraction et passible, sur déclaration de culpabilité, d'une amende d'au plus 10 000 \$ ou, dans le cas d'une personne morale, d'une amende d'au plus 25 000 \$.

Idem

(2) Si une personne morale enfreint une disposition de la présente loi ou des règlements, l'administrateur ou le dirigeant de cette personne morale qui autorisent ou permettent la contravention ou y donnent leur consentement participent à l'infraction et en sont coupables et, sur déclaration de culpabilité, sont passibles de la peine prévue pour cette infraction, que la personne morale ait été ou non poursuivie ou déclarée coupable de l'infraction. 1988, chap. 32, art. 5.

Règlements

6 (1) Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement :

- a) prescrire les appareils ménagers et les produits auxquels s'applique la présente loi, en plus des appareils ménagers et des produits mentionnés à l'article 2;
- b) traiter toute question mentionnée comme étant prescrite par les règlements;
- c) réglementer l'installation, l'entretien et la réparation des appareils ménagers et des produits auxquels s'applique la présente loi ainsi que les tests auxquels ils sont soumis;
- d) désigner les personnes ou les organismes chargés d'effectuer des tests sur les appareils ménagers et les produits auxquels s'applique la présente loi;
- e) prévoir l'apposition d'une étiquette prescrite sur les appareils ménagers et les produits qui répondent aux normes prescrites;
- f) prescrire la teneur des étiquettes qui peuvent être apposées sur les appareils ménagers et les produits auxquels s'applique la présente loi;
- g) prescrire les honoraires des personnes et des organismes désignés pour effectuer les tests et apposer les étiquettes sur les appareils ménagers et les produits, et prescrire par qui ces honoraires sont payés;
- h) prescrire des formules et prévoir les modalités de leur emploi;
- i) prévoir la communication de renseignements par les personnes qui fabriquent, mettent en vente, vendent ou louent des appareils ménagers ou des

including the frequency, time and manner for reporting;

- (j) governing the keeping of information, records and documents by persons who manufacture, offer for sale, sell or lease appliances or products to which this Act applies;

- (k) exempting any person, appliance or product from any provision of this Act or the regulations. 1988, c. 32, s. 6 (1), *revised*.

Idem

- (2) A regulation may be general or specific in its application.

Codes

- (3) A regulation may adopt by reference, in whole or in part, with such changes as the Lieutenant Governor in Council considers necessary, any code or standard and may require compliance with any code or standard adopted. 1988, c. 32, s. 6 (2, 3).

produits auxquels s'applique la présente loi, y compris la fréquence de communication de ces renseignements, le moment où les communiquer et la façon de le faire;

- j) régir la tenue de renseignements, de dossiers et de documents par les personnes qui fabriquent, mettent en vente, vendent ou louent des appareils ménagers ou des produits auxquels s'applique la présente loi;

- k) soustraire à l'application de la présente loi ou des règlements une personne, un appareil ménager ou un produit. 1988, chap. 32, par. 6 (1), *révisé*.

- (2) Un règlement peut avoir une portée générale ou particulière dans son application.

Idem

- (3) Les règlements peuvent adopter par renvoi, avec les modifications que le lieutenant-gouverneur en conseil estime nécessaires, la totalité ou une partie d'un code ou d'une norme et en exiger l'observation. 1988, chap. 32, par. 6 (2) et (3).

Code et norme

Energy Efficiency Act

Loi sur le rendement énergétique

ONTARIO REGULATION 480/91

STANDARDS

1. The Act does not apply to any appliance or product except the following:

1. Electric ranges manufactured on or after the 31st day of March, 1990 that are not portable cooking appliances designed for an electrical supply of 120 volts, ranges or cook tops with tungsten halogen heating elements or microwave cooking appliances and that are,
 - i. free-standing appliances equipped with surface elements and one or more ovens,
 - ii. built-in combinations of surface elements and one or more ovens,
 - iii. wall-mounted ovens with one or more units, or
 - iv. counter-mounted surface element assemblies.
 2. Standard or compact household automatic top-loaded or front-loaded clothes washers, other than wringer washers or twin-tub washers and spinners, that are manufactured on or after the 31st day of March, 1990.
 3. Standard or compact electrically operated and heated household tumble-type clothes dryers that are manufactured on or after the 31st day of March, 1990.
 4. Electrically operated automatic dishwashers that are not commercial, industrial or institutional machines and that are manufactured on or after the 31st day of March, 1990.
 5. Ground or water source heat pumps that are factory-built unitary packages or split system matching assemblies rated at a capacity below 35 kilowatts, that are intended for application in open or closed loop, ground or water source systems and that are manufactured on or after the 31st day of December, 1990.
 6. Stationary electrically-heated water containers with a capacity of approximately 175 litres or 270 litres that are intended for use on pressure systems in residential premises and that are manufactured on or after the 1st day of October, 1989 and before the 1st day of June, 1992.
 7. Stationary electrically-heated water containers with a capacity of at least fifty litres but not more than 450 litres that are manufactured on or after the 1st day of June, 1992.
 8. Household refrigerators and combination refrigerator-freezers, other than refrigerators employing an absorption refrigeration system and refrigerator-freezers with adaptive defrost, that have a capacity of at least 200 litres but not more than 1,100 litres and that are manufactured on or after the 1st day of July, 1990 and before the 1st day of January, 1994.
 9. Refrigerators and combination refrigerator-freezers, other than refrigerators employing an absorption refrigeration system, that have a capacity of not more than 1,100 litres and that are manufactured on or after the 1st day of January, 1994.
 10. Household freezers, other than freezers with adaptive defrost, that have a capacity of at least 100 litres but not more than 850 litres and that are manufactured on or after the 1st day of July, 1990 and before the 1st day of January, 1994.
 11. Freezers that have a capacity of not more than 850 litres and that are manufactured on or after the 1st day of January, 1994.
 12. Gas-fired forced air furnaces, other than furnaces for mobile homes and recreational vehicles, that use propane or natural gas with inputs of not more than 400,000 British Thermal Units per hour and that are manufactured on or after the 1st day of July, 1990.
 13. Room air conditioners, other than packaged terminal air conditioners, that do not exceed 10.55 kilowatts in cooling capacity and that are manufactured on or after the 1st day of September, 1991.
 14. Central air conditioners that are factory-built and of the split system type, that are either pre-charged or field-charged, that do not exceed 19 kilowatts in cooling capacity and that are manufactured on or after the 1st day of January, 1992.
 15. Gas ranges that are manufactured on or after the 1st day of January, 1991.
 16. Oil-fired water heaters that have an input rating of not more than 30.5 kilowatts and a storage capacity of not more than 190 litres and that are manufactured on or after the 1st day of June, 1991.
 17. Air to air heat pumps that are factory-built split-system matching assemblies, that do not exceed 19 kilowatts in cooling or heating capacity and that are manufactured on or after the 1st day of January, 1992.
 18. Water source heat pumps that are factory-built unitary packages or split-system matching assemblies, that are intended for installation in internal water loop systems, that do not exceed 40 kilowatts in cooling or heating capacity and that are manufactured on or after the 1st day of January, 1993.
 19. Electric induction motors of the polyphase, squirrel cage, single-speed, EEMAC/NEMA design A or B type that are at least one but not more than 200 horsepower and that are manufactured on or after the 1st day of April, 1993.
 20. Stationary gas-heated storage water containers with a capacity of at least 20 US gallons but not more than 100 US gallons, that use propane or natural gas with inputs of not more than 75,000 British Thermal Units per hour and that are manufactured on or after the 31st day of December, 1992.
 21. Fluorescent lamp ballasts that are used in fluorescent luminaires in industrial, commercial and residential locations, for input of 120, 277 or 347 volts, designed to operate with F32T8, F34T12, F40T10 and F40T12 rapid start fluorescent lamps and F96T-12IS, F96T12ES, F96T12HO and F96T12HO ES fluorescent lamps and that are manufactured on or after the 1st day of November, 1992.
 22. Air to air heat pumps and air conditioners that are factory-built unitary packages, that do not exceed 19 kilowatts in cooling or heating capacity and that are manufactured on or after the 1st day of January, 1993. O. Reg. 480/91, s. 1; O. Reg. 289/92, s. 1; O. Reg. 528/92, s. 1.
- 2.—(1) Subject to subsection (2), the efficiency standard for an appliance or product referred to in Column 1 of Schedule 1 is the Canadian Standards Association standard referred to in Column 2 of that Schedule opposite the reference to the appliance or product.
- (2) The rate of energy consumption for an appliance or product

referred to in Column 1 of Schedule 1 shall not exceed the rate, if any, indicated in Column 3 of that Schedule opposite the reference to the appliance or product.

(3) An appliance or product referred to in paragraph 12 of section 1 manufactured before the 1st day of January, 1992 shall not have a continuously burning pilot light unless it has an annual fuel utilization efficiency rating of at least 76 per cent when tested in accordance with Canadian Gas Association standard CAN/CGA – 2.3 – M86.

(4) An appliance or product referred to in paragraph 12 of section 1 manufactured on or after the 1st day of January, 1992 and having inputs of not more than 225,000 British Thermal Units per hour shall have an annual fuel utilization efficiency rating of at least 78 per cent when tested in accordance with Canadian Gas Association standard CAN/CGA – 2.3 – M86, as amended by amendment number four to that standard.

(5) An appliance or product referred to in paragraph 12 of section 1 manufactured on or after the 1st day of January, 1992 and having inputs of more than 225,000 but not more than 400,000 British Thermal Units per hour shall not have a continuously burning pilot light unless it has an annual fuel utilization efficiency rating of at least 76 per cent when tested in accordance with Canadian Gas Association standard CAN/CGA – 2.3 – M86, as amended by amendment number four to that standard.

(6) An appliance or product referred to in paragraph 15 of section 1 shall not have a continuously burning pilot light if the appliance or product has a cord set. O. Reg. 480/91, s. 2 (1-6).

(7) When tested in accordance with the Canadian Gas Association document CGA P.3, 1991, an appliance or product referred to in paragraph 20 of section 1 shall have an energy factor of not less than the following amount:

$$EF = 0.62 - (V \times 0.0019)$$

where,

EF = energy factor

V = volume in gallons.

(8) An appliance or product referred to in paragraph 21 of section 1 shall have a power factor of not less than 90 per cent over the indicated input voltage range. O. Reg. 289/92, s. 2.

3.—(1) The Canadian Standards Association is designated to test and label electrical and oil-fired appliances and products.

(2) The Canadian Gas Association is designated to test and label gas-fired appliances and products. O. Reg. 480/91, s. 3.

4.—(1) Subject to subsection (2), the fee for having an appliance or product tested is as follows:

1. An appliance or product described in paragraph 1 of section 1	\$1,000
2. An appliance or product described in paragraph 2 of section 1	\$1,000
3. An appliance or product described in paragraph 3 of section 1	\$1,000
4. An appliance or product described in paragraph 4 of section 1	\$1,600
5. An appliance or product described in paragraph 5 of section 1	\$8,500
6. An appliance or product described in paragraph 6 of section 1	\$1,500
7. An appliance or product described in paragraph 7 of section 1	\$1,500

8. An appliance or product described in paragraph 8 of section 1	\$1,800
9. An appliance or product described in paragraph 9 of section 1	\$1,800
10. An appliance or product described in paragraph 10 of section 1	\$1,800
11. An appliance or product described in paragraph 11 of section 1	\$1,800
12. An appliance or product described in paragraph 12 of section 1	\$1,000
13. An appliance or product described in paragraph 13 of section 1	\$5,000
14. An appliance or product described in paragraph 14 of section 1	\$5,000
15. An appliance or product described in paragraph 16 of section 1	\$2,000
16. An appliance or product described in paragraph 17 of section 1	\$8,000
17. An appliance or product described in paragraph 18 of section 1	\$8,500
18. An appliance or product described in paragraph 19 of section 1	\$2,000
19. An appliance or product described in paragraph 20 of section 1	\$1,000
20. An appliance or product described in paragraph 21 of section 1	\$ 700
21. An appliance or product described in paragraph 22 of section 1	\$5,000

O. Reg. 480/91, s. 4 (1) O. Reg. 289/92, s. 3.

(2) The fees prescribed by this section are payable to the Association that tested the appliance or product by the person who submitted it for testing. O. Reg. 480/91, s. 4 (2).

5. A label that is placed on an appliance or product must contain,

- the name or registered trademark or symbol of the person or organization designated to test and label the appliance or product; and
- a statement that the appliance or product meets the efficiency standard prescribed by this Regulation. O. Reg. 480/91, s. 5.

6.—(1) A person who places a label on an appliance or product shall place it so that it may easily and readily be seen without the need to remove any covering.

(2) The manufacturer of an appliance or product made in Ontario shall indicate on the carton containing the appliance or product the identity of the manufacturer and the date of manufacture.

(3) The importer of an appliance or product not made in Ontario shall indicate on the carton containing the appliance or product the identity of the manufacturer and the date of manufacture. O. Reg. 480/91, s. 6.

7. If an appliance or product tested under clause 4 (2) (d) of the Act is found not to meet the efficiency standard prescribed for the appliance or product, the manufacturer of the appliance or product, if it was made in Ontario, or the importer of the product, if it was not made in Ontario, shall pay to the Treasurer of Ontario the fee prescribed for the testing of the appliance or product by section 4. O. Reg. 480/91, s. 7.

8. The label set out in Schedule 2 may be placed on appliances and products that conform to the efficiency standards prescribed by this Regulation. O. Reg. 480/91, s. 8.

Schedule 1

	COLUMN 1	COLUMN 2	COLUMN 3
1.	Electric ranges as described in paragraph 1 of section 1 of this Regulation	CAN/CSA – C358 – M89	RANGES: $E = 0.93V + 14.3$ COOK TOPS (CONVENTIONAL, SOLID OR SMOOTH): $E = 34$ COOK TOPS (MODULAR TYPE): $E = 43$
2.	Clothes washers as described in paragraph 2 of section 1 of this Regulation	CAN/CSA – C360 – M89	$E = 1.5V + 30.5$
3.	Clothes dryers as described in paragraph 3 of section 1 of this Regulation	CAN/CSA – C361 – M89	$E = 0.3V + 59$
4.	Dishwashers as described in paragraph 4 of section 1 of this Regulation	CAN/CSA – C373 – M89	$E = 1.57V + 55.1$
5.	Heat pumps as described in paragraph 5 of section 1 of this Regulation (open or closed loop, ground or water source systems)	CAN/CSA – C446 – M90	
6.	Heated water containers as described in paragraph 6 of section 1 of this Regulation (175 or 270 litres, manufactured Oct. 1, 1989 – May 31, 1992)	CAN/CSA – C191.0 – 1983 Clause 3.9	
7.	Heated water containers as described in paragraph 7 of section 1 of this Regulation (50–450 litres, manufactured on or after June 1, 1992)	CAN/CSA – C191.1 M90 Clause	
8.	Refrigerators and refrigerator-freezers as described in paragraph 8 of section 1 of this Regulation (200–1,100 litres, manufactured July 1, 1990 – Dec. 31, 1993)	Manufactured before Jan. 1, 1992: CAN/CSA – C300 – M89 Table 9.1, Col. 1; Manufactured on or after Jan. 1, 1992: CAN/CSA – C300 – M89 Table 9.1, Col. 2	
9.	Refrigerators and refrigerator-freezers as described in paragraph 9 of section 1 of this Regulation (manufactured on or after Jan. 1, 1994)	CAN/CSA – C300 – M91 Table 9.1, Col. 3	

	COLUMN 1	COLUMN 2	COLUMN 3
10.	Household freezers as described in paragraph 10 of section 1 of this Regulation (manufactured July 1, 1990 – Dec. 31, 1993)	Manufactured before Jan. 1, 1992: CAN/CSA – C300 – M89 Table 9.1, Col. 1; Manufactured on or after Jan. 1, 1992: CAN/CSA – C300 – M89 Table 9.1, Col. 2	
11.	Freezers as described in paragraph 11 of section 1 of this Regulation (manufactured on or after Jan. 1, 1994)	CAN/CSA – C300 – M91 Table 9.1, Col. 3	
12.	Room air conditioners as described in paragraph 13 of section 1 of this Regulation	CAN/CSA – C368.1 – M90	
13.	Central air conditioners as described in paragraph 14 of section 1 of this Regulation	CAN/CSA – C273.3 – M91	
14.	Oil-fired water heaters as described in paragraph 16 of section 1 of this Regulation	CAN/CSA – B211 – M90	
15.	Air to air heat pumps as described in paragraph 17 of section 1 of this Regulation (not ground or water source)	CAN/CSA – C273.3 – M91	
16.	Water-source heat pumps as described in paragraph 18 of section 1 of this Regulation (internal water loop systems)	CAN/CSA – C655 – M91	
17.	Electric induction motors as described in paragraph 19 of section 1 of this Regulation	CAN/CSA – C390 – M1985	
18.	Fluorescent lamp ballasts as described in paragraph 21 of section 1 of this Regulation	CAN/CSA C654-M91	
19.	Air conditioners and heat pumps as described in paragraph 22 of section 1 of this Regulation	CAN/CSA C656-M92	

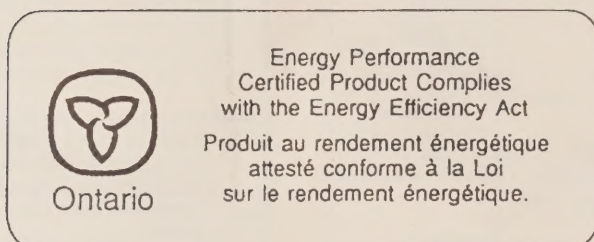
For purposes of the formulas in Column 3,

E is the rate of energy consumption in kilowatt hours per month;

V is the volume in litres of,

(a) oven size, in the case of appliances or products referred to in item 1,

- (b) basket capacity, in the case of appliances or products referred to in item 2,
- (c) drum capacity, in the case of appliances or products referred to in item 3,
- (d) hot water used, in the case of appliances or products referred to in item 4. O. Reg. 480/91, Sched. 1; O. Reg. 289/92, s. 4.

Schedule 2

O. Reg. 480/91, Sched. 2.